

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 201 - VENDREDI 17 JANVIER 2014

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Social-démocrate ?
Le quinquennat Hollande est en passe d'être le plus lucratif de l'après-guerre pour la finance et le grand patronat !

AGENDA MILITANT

→ 23 janvier

Paris [Sanofi-Big-Pharma](#)
Rennes "[Quand les États se soumettent volontairement au diktat des multinationales](#)"

→ 25 janvier

France [Tour de France pour l'accès aux soins et le droit à la santé](#)

→ 29 janvier

Toulouse [Femmes et syndicalisme](#)
Paris - Montreuil [Campagne unitaire contre le FN](#)

→ 30 janvier

Rennes [Semaine d'initiatives sur l'extrême droite](#)
France [Assurer l'avenir du service public de PMI](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Initiatives

[Valls, le droit et la censure](#)
[La lutte des intermittents du spectacle](#)

→ Ille et Vilaine

[La garde à vue préventive une autre ligne rouge franchie par Valls ?](#) Ernest Saufi

Le seul espoir : renverser (nous-mêmes) la table

Dans la continuité de ses vœux - « *Bonne année de réduction des dépenses publiques !* » -, François Hollande a décliné ses choix, au premier rang desquels la fin de la contribution des entreprises au financement de la branche famille de la Sécurité sociale. *L'Humanité*, qui titre « *Moi, commis du patronat* », ne s'y trompe pas : ce sont des choix de droite.

Comment expliquer que le président post-socialiste fasse de telles annonces à quelques semaines des élections municipales ? D'une part, il est convaincu sur le fond des mesures qu'il met à l'ordre du jour. D'autre part, il considère que son impopularité et le risque d'un carnage électoral ne font pas le poids face à l'enjeu idéologique : soit le fatalisme en faveur des solutions libérales l'emporte, ouvrant la voie à une coalition entre le PS et une partie de la droite, soit une crise politique majeure s'annonce. Eh bien, il mise sur l'option mortifère du renoncement, constatant la faiblesse des luttes et l'impuissance d'une colère citoyenne qui n'a pas de prise sur le pouvoir.

Que faire face à cette nouvelle fuite en avant libérale ? Se mobiliser au plan européen, comme l'annoncent la CGT, la CFDT, l'UNSA et la FSU pour... le 4 avril ? Bien sûr, mais c'est très insuffisant. C'est peut-être Marseille qui montre la voie, avec une initiative unitaire dès ce samedi. En effet, il vaudrait mieux ne pas attendre pour se prononcer contre l'austérité, profiter aussi des élections municipales, se mobiliser contre le Traité transatlantique... Et, dans la prochaine période, centrer notre énergie sur la nécessité d'une rupture politique, faisant droit à la colère et mettant à l'ordre du jour un nouvel horizon.

Ce devrait être le rôle du Front de gauche, qui est resté ces derniers temps miné par les divisions entre le PCF et le PG. Le premier est scotché dans sa « schizostratégie » : d'un côté il lutte contre l'austérité, de l'autre il joue l'union au premier tour avec le PS dans la moitié des communes de plus de 20 000 habitants, dont Paris. Cherchez l'erreur... Quant au second, il a dramatisé l'ambiguïté du PC, comme si elle était nouvelle. Il a même évoqué la possibilité d'un Front de gauche sans sa composante la plus solide et la plus ancrée sur le territoire. Bonjour l'impasse...

Dans deux mois, les élections municipales seront passées et aussitôt oubliées. La campagne des élections européennes pourrait être l'occasion d'un puissant mouvement européen contre l'austérité, d'une convergence des luttes et d'un rebond du Front de gauche. Il est temps de renverser la table des banquiers et des actionnaires, de la droite et des faux « socialistes » !

● Gilles Alfonsi 

La commune, c'est notre affaire !



Aubagne



Bondy



Crépy-en-Valois



Gap

Dans un contexte national difficile, préoccupant, nombreux pourtant sont celles et ceux qui veulent non seulement résister à la démoralisation par un an et demi de vécu de "l'austérité, le sécuritaire, etc., c'est maintenant", d'un social-libéralisme qui se couche devant le patronat, mais qui tentent aussi de construire une nouvelle façon de faire de la politique pour travailler à changer la société. Et la commune, c'est un territoire propice à en faire l'expérience. Y vivent et habitent des femmes et des hommes confrontés directement aux retombées des politiques de tous niveaux : communal, régional, national.

Vouloir changer son village, sa ville en constituant un collectif qui construise un projet de territoire, en fédérant les énergies, qu'elles soient déjà investies dans la vie associative ou politique, mais fragmentées, ou qu'elles sommeillent dans l'attente de ce qui les motiveraient pour l'action commune, ce n'est pas une mince affaire. C'est néanmoins le

projet ambitieux de beaucoup. Ici et là, des collectifs se sont donc constitués, de plus ou moins longue date, souvent à la faveur d'élections, en tenant compte du court terme, mais en cherchant aussi à intégrer

**Vouloir changer
son village, sa ville
en constituant
un collectif qui construise
un projet de territoire
en fédérant les énergies,
ce n'est pas une mince
affaire. C'est néanmoins
le projet ambitieux
de beaucoup.**

l'étape électorale dans une démarche sur la durée, avec un succès mitigé, des hauts et des bas, mais de la ténacité. Et, point commun de plusieurs collectifs : le caractère

convivial, festif, souvent associé à des temps forts culturels. Si prendre la responsabilité de s'engager dans la vie communale est enrichissant, c'est aussi un investissement en temps, c'est prendre sur soi de surmonter des réticences : la politique plaisir, c'est une nécessité... et ça s'organise !

La diversité des expériences tient à la situation géographique, économique, sociale, à la composition de la population, aux choix politiques dans le contexte précis des élections, choix eux-mêmes liés aux situations concrètes, à la présence dans la majorité ou l'opposition de la municipalité, à l'histoire locale ou régionale.

Après le dossier consacré à Saint-Ouen et deux brèves sur Albi et Gap, *Cerises* a sollicité des acteurs de quatre localités : Aubagne (Bouches-du-Rhône), Bondy (Seine-Saint-Denis), Crépy-en-Valois (Oise), Gap (Alpes de Haute-Provence). D'autres peuvent suivre. ● M.K.

L'arc en ciel d'Aubagne



Aubagne, une commune de 47 000 habitants, avec un maire communiste depuis 1965. La ville est aujourd'hui, avec la loi sur les métropoles, menacée d'absorption par Marseille. L'équipe, issue d'un large rassemblement effectuée en 2008, est composée d'une large diversité. Un arc-en-ciel qui s'étend de la gauche radicale, à des ex-Modem, en passant par le PC, le PS, les Radicaux de gauche, les Verts, le MRC, des personnes venant de mouvements citoyens.

La politique municipale est un véritable laboratoire d'expérimentation politique, en matière de citoyenneté, de recherche d'alternatives. Le concept de "gratuité", comme nouveau mode de vie, ligne de rupture avec les logiques libérales, est porté dans de nombreux domaines

et devrait s'étendre encore dans le prochain mandat¹. L'action de la ville dans ce domaine alimente la réflexion progressiste en France et dans le monde comme en témoigne les nombreuses sollicitations en France et dans le monde. Présidente de la Communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Étoile, Magali Giovannangeli anime un réseau européen de la gratuité des transports.

La défense et la promotion des services publics est une constante de l'action des élus, qui ont contribué dernièrement à la création d'un observatoire. La culture de paix, l'ouverture au monde, le parti pris

¹ Voir "Sur les sentiers de l'émancipation, les principes de gratuité", entretien avec Magali Giovannangeli et Jean-Louis Sagot-Duvaurox, *Cerises* n°155, 12/10/2012, ainsi que *Altercommunisme* n°7, cahier du séminaire Communisme (mise en ligne sur nos sites à parution).

de l'émancipation humaine font de cette ville un terrain d'expérimentation de ce que j'appellerai : un nouveau communisme municipal.

À Aubagne les forces progressistes ont une implantation réelle, la bourgeoisie aussi, le Front national atteint des scores bien supérieurs à la moyenne nationale. Les droites réalisent à tous les scrutins nationaux des résultats nettement plus élevés que la gauche. Quant aux scrutins municipaux, ils donnent de courtes majorités à l'équipe sortante.

Ici, chacun est conscient que la victoire en mars prochain tient à la conjonction de deux éléments : réaliser le rassemblement politique et citoyen le plus large et favoriser la participation des couches populaires à l'élection. ●●●

●●● L'arc-en-ciel est reconstitué dans toute sa diversité, "Ensemble !" y a pris toute sa place. Cette union a une originalité, elle est adossée à une force politique de nouveau type : une force citoyenne militante composée de 1 300 citoyens ; à l'intérieur de ce rassemblement sont présentes les forces politiques, qui, toutes confondues, ne comptent pas plus de 300 adhérents. Tout le contraire du cartel de partis. Les "sans cartes", venus d'horizons divers, constituent la force motrice du rassemblement. Les formations politiques n'en sont ni exclues, ni marginalisées, elles tiennent leurs rôles spécifiques. La multiplicité des expériences et des parcours individuels et collectifs constituent un véritable enrichissement pour tous.

Cette force politique est organisée par quartiers et aussi à partir de thématiques. La campagne a été lancée le 28 septembre dans un rassemblement champêtre qui a réuni 800 militants. Au mois d'octobre, les groupes se sont organisés. En novembre, nous avons recueilli, dans un formidable élan de démocratie

qui s'est manifesté dans de multiples réunions, plus de 2 500 propositions pour l'élaboration du programme. Ils sont des

« Une force citoyenne militante composée de 1 300 citoyens, (dont) les forces politiques qui, toutes confondues, ne comptent pas plus de 300 adhérents. (...) La multiplicité des expériences et des parcours individuels et collectifs constituent un véritable enrichissement pour tous. »

milliers à avoir dit et écrit ce qu'ils avaient sur le cœur. Le 5 décembre, le premier grand meeting de campagne rassemble

encore 800 personnes. Parallèlement des soirées de formation sont organisées pour tous ces citoyens n'appartenant à aucun parti politique. Les sujets abordés sont divers - les mécanismes de la dette, comment combattre le Front national, drogue et sécurité... -, une façon de renouer avec ce que nous appelions, il y a quelques années, l'éducation populaire.

Le libellé de la campagne est tout aussi porteur de sens et d'innovation : "Pour l'amour d'Aubagne". L'amour d'Aubagne se réfère tout à la fois à la ville provençale, la douceur de son climat, les senteurs de ses collines, et aussi à ses valeurs de solidarité, d'humanisme, de paix, à sa prise de parti pour tous les combats émancipateurs.

Au mois de janvier, dans de nouvelles réunions ouvertes à tous, nous déciderons des propositions que nous retenons pour un programme qui sera présenté fin janvier. À suivre.

● Bernard Calabuig



Bondy autrement : rendre la ville à ses habitants



L'association "Bondy autrement" existe depuis six ans. L'association a été fondée avant les municipales de 2008 par différents courants (communistes unitaires, comité Bové, socialistes dissidents, alter-ekolo, anciens de la liste locale "Rebondir").

Les sujets ne manquent pas pour une association citoyenne curieuse et déterminée : attribution opaque de logements sociaux, indemnités de 2 500 € aux maires-adjoints dociles, "rénovation urbaine" sans concertation des locataires,

réforme des rythmes scolaires où le coloriage fait figure d'ouverture culturelle...

Mais c'est une autre paire de manches de rendre les habitants acteurs de leur ville. À l'occasion des municipales 2014, Bondy autrement a voulu renouveler son expérience de 2008 : donner la parole aux habitants pour constituer son programme.

Le pire est sans doute l'habitude des habitants à voir leurs espoirs trahis. La réussite scolaire de tous ? On n'y pense plus. Un emploi intéressant et un niveau

de vie correct ? Une utopie inaccessible. Du coup, il faut bien vivre. Profiter des élections pour obtenir un job ou un logement. Accepter les règles du jeu pour ne pas être le dindon de la farce : se vendre ou se louer aux prochains vainqueurs des élections. Le décalage est d'ailleurs grand entre notre démarche et l'attente sociale de ceux pour qui le choix démocratique est limité à un vote de cinq minutes tous les six ans. D'ailleurs, localement, ceux qui viennent sont souvent déjà engagés dans des associations ou partagent avec nous des démarches de solidarité concrète.

Alors élaborer le programme avec les habitants ? Ce travail est indispensable. À titre d'exemple, dans les entretiens préalables à la réunion sur l'écologie urbaine, la question des pollutions de l'air ou sonores a été évoquée, alors que ce fait quotidien est systématiquement ignoré. Pareil pour la sécurité, sujet moins facile parce que son traitement médiatique et démagogique empêche de le penser. Préparer la réflexion implique de travailler les thèmes, la sécurité en relisant les travaux de Mucchielli, l'écologie en discutant avec des personnalités écologiques de la ville.

Pour difficile que soit cette tâche, y a-t-il une autre issue que faire construire l'avenir par les intéressés ? La révolution citoyenne ne doit pas être un slogan électoraliste, au risque d'en dégoûter ceux qui l'ont déjà été du "changement maintenant".

* Vincent Duguet



Si l'Internet n'est pas un outil également partagé, il est néanmoins pour l'Association Bondy autrement l'un de ses moyens d'information et de transparence, très apprécié comme le dénote une fréquentation massive du site¹ qui dépasse les 3 millions de visites pour une ville d'un peu plus de 53 000 habitants.

Comptes-rendus d'activité des élus de - dans l'opposition -, rubriques diverses sur la vie bondynoise, mais au-delà aussi du territoire : la préoccupation du devenir de Bondy dans le cadre de la métropolisation dans le cadre du Grand Paris est présente, et plus largement les questions européennes par exemple, le féminisme, la culture, les luttes sociales etc. On y trouve également le "projet social et écologique par les Bondynois" pour la ville, qu'évoque V. Duguet.

Le site se double d'une lettre électronique envoyée à 800 de personnes et d'une lettre sur papier envoyées à plus de 800 autres. Il y est donné un résumé des nouveaux articles et infos à lire en détail sur le site.

Si bon nombre de ces infos, comme les réunions et actions, sont actuellement davantage focalisées sur la campagne municipale, « *La citoyenneté, ça n'est pas que pendant les élections* », comme il est écrit sur le site, et il s'agit bien, malgré les difficultés et le désarroi de beaucoup de Bondynois et Bondynois, de « *construire une nouvelle pratique politique* » avec eux.

● M.K.

¹ <http://bondy-autrement.org>

Notre démarche : citoyenne et participative !



À Crépy-en-Valois, petite ville de l'Oise (14 000 habitants), le collectif Front de gauche a décidé de partir en campagne pour les municipales sans le PS.

Dès que cette décision a été actée, nous avons souhaité faire une campagne différente, mettant en avant le caractère très collectif de notre démarche et impliquant le plus possible la population.

Dans un premier temps, la question de la tête de liste s'est posée. La section locale du PC avait désigné son chef de file et nous a soumis sa candidature. Mais puisque nous étions tous d'accord pour ne pas tomber dans le piège de la personnalisation à outrance, il a finalement été décidé de présenter, non pas un candidat, mais un quatuor de tête, représentatif de la diversité de nos sensibilités.

Cette originalité nous a valu plusieurs articles de presse pendant 3 semaines et une émission de 20 minutes sur la radio locale.

Quant au programme, nous avons invité les habitants à l'élaborer avec nous. Si cette idée n'est pas neuve, force est de constater qu'elle n'est souvent

qu'un affichage, les militants expliquant finalement aux citoyens ce qui est bon pour eux.

Nous essayons de ne pas tomber dans ce piège. Pour cela, nos réunions publiques se déroulent sous forme de conférences populaires : aucune tribune, aucun discours de candidats, aucun expert... Dans une ambiance «bistrot», un animateur du collectif présente simplement la démarche et stimule les discussions par petites tablées en donnant des consignes à la fois dynamiques et ludiques. Et ça marche !

« Tous les participants ont insisté sur la nécessité de tenir compte de l'avis des habitants et de les associer après les élections dans les grandes décisions qui les concernent. »

La première soirée a permis de dégager les grandes orientations d'un projet pour la ville. Bien sûr, les questions de l'emploi,

du logement, des services publics ont été au centre des discussions mais pas seulement : tous les participants ont insisté sur la nécessité de tenir compte de l'avis des habitants et de les associer après les élections dans les grandes décisions qui les concernent. De plus, ils aspiraient tous à une vie de la cité plus festive et conviviale.

Nous poursuivons le même processus en organisant désormais un débat sur chacune des thématiques énoncées. Pour le thème de la démocratie, il est probable que nous options pour une séance de «théâtre-forum» qui permettra une plus forte inter-activité.

Nous envisageons aussi d'organiser une soirée festive au cours de laquelle nous exposerons notre projet finalisé qui sera intitulé «Les jours heureux», en référence au film de Gilles Perret dont nous avons organisé la projection début décembre et qui retrace la belle aventure du CNR dont l'ambitieux programme porte ce titre.

Les participants sont invités à rejoindre la liste dont le socle commun est résumé dans son nom : «L'humain d'abord»¹.

● Collectif «Front de gauche» de Crépy.

¹ Voir le blog du collectif : <http://fdg-crepy.blogspot.fr/>

Acteurs politiques, acteurs des villes



À Gap, dans les Hautes-Alpes, nous avons créé en 2008 une association intitulée PACG (Pour une alternative citoyenne à gauche), membre de la FASE, qui couvre le territoire de Gap et la partie sud du département.

Les activités collectives menées par l'association ont suscité l'initiative d'une liste G.A.U.C.H.E (Gap alternative unitaire citoyenne humaniste et écologiste) aux municipales, à GAP. Et nous avons eu 2 élus. Dans la même démarche d'ouverture à tous et de travail collectif, les séances du conseil municipal ont été préparées durant toute la mandature lors de réunions regroupant de 15 à 30 personnes : avec les compétences de chacun, on avance beaucoup plus vite... même si les discussions durent parfois 3 heures tant elles passionnent.

Dans le même temps, nous avons lancé un journal trimestriel *Alp'alternatives* qui faisait le lien entre les différents lieux actifs du département. Après un temps d'arrêt, il vient de reparaitre sous une forme un peu différente.

Un peu plus tard, nous avons lancé une première expérience qui s'appelait «Aux idées citoyens ! » pour essayer de rassembler des personnes qui s'investissaient dans la vie associative

mais qui restaient plus que méfiantes à l'égard des organisations politiques. Cela a marché sur 2 thèmes : pourquoi et comment se nourrir autrement et la précarité. Nous avons utilisé la méthode de "café du monde". Un décor accueillant : petites tables décorées avec de quoi boire et grignoter, on change de table au bout d'une heure, hôtes de café et de table... Cela a ravi les personnes accueillies.

« Avec les compétences de chacun, on avance beaucoup plus vite... même si les discussions durent parfois 3 heures tant elles passionnent. »

Passionnés par ces méthodes actives et les élections municipales de 2014 se profilant, nous avons lancé "Tous capables !", toujours dans le même esprit de mobilisation des potentialités de chacun-e¹. Depuis mars, une fois par mois a lieu un "atelier des capables" sur un thème de la gestion municipale (le terme de capable a été piqué à nos amis canadiens !). Ceci nous a permis d'avoir un projet pour les municipales validé

par des assemblées citoyennes (novembre, janvier, février). Cette façon de fonctionner a fait qu'une grande diversité de citoyens participent et nous avons des jeunes candidats sur la liste des municipales... et en plus, nous nous régalaons.

Viennent de démarrer "les porteurs de paroles", méthode lancée par la scop Le Pavé, qui permet de faire réagir les personnes dans la rue, et cela marche très bien... Prochaine idée : fini le porte à porte fastidieux, pas très rentable, on installe une caravane dans tous les quartiers et on offre café et thé (hiver oblige).

Ces nouvelles façons de faire, à l'inverse des vieilles méthodes, permet que des personnes franchissent le pas de l'activité citoyenne, sans peur. Et tout le monde souhaite continuer l'expérience des "capables" et poursuivre la réflexion au-delà des municipales.

Les techniques d'animation au service d'une autre démarche et d'un projet de territoire permettent une grande écoute, un apprentissage de la parole, de l'argumentation et de l'analyse politique. Ajouté à cela une grande convivialité qui est notre marque de fabrique : tout le monde apporte à manger et on partage.



● Cécile Leroux



POUR UNE ALTERNATIVE CITOYENNE À GAUCHE

● dossier établi par Michèle Kiintz

¹ Voir le blog : <http://www.touscapables-gap.org/>.

2014 traversée du désert ?

Si certains militants de la gauche de transformation sociale avaient encore des doutes sur la dérive libérale autoritaire du PS en ce début d'année 2014, les vœux de François Hollande et l'agitation de Manuel Valls devraient clarifier les analyses.

Le pacte de responsabilité est directement inspiré du discours du Medef et applaudi par lui : baisse des cotisations sociales contre créations d'emploi, alors que l'expérience a tranché depuis longtemps, cela ne fonctionne pas, sauf pour les actionnaires. La simplification administrative, on a vu ce que cela donnait pour la simplification du code du travail, ce fut l'occasion de raboter une nouvelle fois les acquis sociaux. Et le pompon, ce sont les "abus" de la Sécurité sociale. François Hollande a chaussé les bottes du grand patronat, et s'il lui arrive de se déplacer en scooter, les axes du discours des classes dominantes charpentent son intervention. Même Dominique See sur *France Inter* observe l'inflexion de son discours.

Après avoir stigmatisé les Roms et alimenté l'islamophobie, Valls, le pompier pyromane, se pose de son côté en défenseur des valeurs antiracistes en montant au créneau contre Dieudonné dont les propos antisémites ne sont plus à démontrer. Mais loin de renforcer le combat antiraciste, Valls choisit la censure et l'atteinte à la liberté d'expression, provoquant la colère de celles et ceux qui croient voir en Dieudonné un combattant anti-système. D'un côté on occupe le terrain idéologique de la droite, de l'autre on joue un double jeu en se posant comme rempart contre les idées racistes et d'extrême droite, tout en jetant dans les bras du FN celles et ceux qui pourraient pourtant être tentés par la gauche radicale.

Le problème, c'est que cela ne soulève pas de vagues de protestations et que le consensus établi autour de

cette orientation politique semble peser comme une chape de plomb sur les luttes sociales.

À l'image de cette dame qui, dans un débat à Rennes après la projection du film *Les jours heureux* de Gilles Perret, déclare : C'est vraiment bien ce qu'on a fait avec le CNR, mais on n'a plus les mêmes possibilités dans le contexte actuel mondial et François Hollande ne peut pas faire autrement.

On voit bien que renvoyer à plus tard un hypothétique changement de majorité politique en France ou en Europe ne suffit pas à convaincre.

Dans ce contexte peut-on prendre le risque de torpiller le Front de Gauche ? Nous avons fait la douloureuse expérience en 2007 de l'éclatement des forces de transformation sociale. Il s'en est suivi un long processus qui a conduit à la création du Front de Gauche, puis à son élargissement, jusqu'à la possibilité de présenter une candidature unitaire aux présidentielles de 2012. Ce processus n'est pas un long fleuve tranquille. Entre l'illusion persistante de penser pouvoir tirer le PS à gauche chez certains, et, chez d'autres, le parti pris d'incarner la révolution citoyenne par la personnalité de son leader, les écueils demeurent et notre slogan "Prenez le pouvoir" est trop souvent remisé dans les tiroirs. Il est urgent de le ressortir et de le décliner à tous les niveaux.

Toujours à Rennes, la projection du film *Les jours heureux* a été à plusieurs reprises prolongée et suivie de débats organisés par des militants de plusieurs associations. Signe qu'il y a bien des attentes malgré le climat morose.

● Sylvie Larue





Austérité généralisée, crise économique, climat d'impuissance collective... où l'Union européenne emmène-t-elle les peuples qui la composent ? Révolution démocratique et nouvelle espérance commune sont à l'ordre du jour. Parce que des colibris peuvent faire le printemps, *Cerises s'envole-tous* les quinze jours dans un pays européen.
Aujourd'hui : la Grèce.



La guerre de Troie a lieu



Il paraît que l'Acropole n'a jamais été aussi belle que depuis que c'est une ruine. Dans ce cas, la Grèce est magnifique. Après six années de calvaire imposé par l'Union européenne, le pays hellène est exsangue. Dans un pays porteur d'une culture fondatrice, passeur d'héritage, le symbole est fort.

Le PIB grec s'est effondré de près d'un quart de sa valeur en six ans. Le taux de chômage frôle 55 % chez les moins de 25 ans. « *La forte diminution des salaires nominaux devrait se poursuivre du fait de la persistance d'un chômage élevé* », analyse l'OCDE dans une étude (2013) consacrée au pays hellène. Près d'un tiers de la population est démunie d'assurance médicale à cause du chômage de longue durée. L'Unicef a révélé que le nombre de gosses grecs, pauvres ou socialement exclus, s'élève à 527 000, dont les deux tiers vivent en état de grave privation. Le peuple a la vie dure.

La radio-télé publique ERT a été quasiment fermée, atteinte au pluralisme, abaissement culturel. La démocratie a la vie dure.

L'UE a exigé du gouvernement grec des mesures d'austérité et de dérégulation en échange de prêts de 240 milliards € : licenciements de fonctionnaires, zones franches, vente de services publics. Les privatisations exigées par la Troïka (UE, BCE, FMI) servent à rembourser les créanciers étrangers et sapent les bases de développement du pays. Face à

« *une vive réaction populaire* », la Commission européenne charrie la même marchandise sous un autre pavillon : « *Nous expliquons aussi désormais que les privatisations permettent de créer de l'efficacité sur les marchés, et de l'emploi* », serine l'un de ses économistes, cité par *Médiapart*. Les mythes ont la vie dure.

« *Les Grecs se rebelleront-ils contre la stratégie du pire systématiquement employée par les autorités européennes ? Qui consiste à analyser la crise sous le seul prisme des déficits et à n'y remédier – en toute logique – que par l'austérité budgétaire ? Qui punit celles et ceux qui sont le moins responsables du déclenchement de la crise, c'est-à-dire les peuples ?* » interroge l'économiste Michel Santi¹ dans *La Tribune*.

La crise grecque n'est pas grecque. Elle est financière et politique. Ici, comme dans l'Union, son foyer principal a été les banques, qui ont prêté sans limites à des pays au-delà de leurs capacités de remboursement pour faire fructifier le capital. Avec des taux d'intérêts d'autant plus élevés que ces pays étaient mal "notés". Des banques françaises (BNP-Paribas, Société Générale...) et anglaises ont donc fait leur beurre sur la dette de l'État grec, puis ont pressé l'Europe pour éviter la faillite et socialiser les pertes.

¹ Membre du *World Economic Forum*, de l'IFRI et de l'ONG *Finance Watch*. Vient de publier : *L'Europe, chronique d'un fiasco politique et économique* et de rééditer *Splendeurs et misères du libéralisme* (préface : Patrick Artus).

La dette grecque est maintenant garantie par des institutions publiques. Le défaut de paiement évité, une idée a couru : l'Allemagne, la France... ont financé la Grèce. En réalité l'Union, via la BCE, a financé les banques qui ont récupéré leur mise.

Que faire ? Premièrement : annuler la dette, que « *la Grèce ne pourra jamais rembourser* », dixit Jacques Attali. Il n'y a en effet aucune raison que les créanciers fassent payer au peuple grec leur facture. Annuler pour faire respirer le peuple grec au lieu de le désendetter en l'asphyxiant. Incantation ? Dominique Strauss-Kahn, alors directeur du FMI, avait évoqué cette option en son temps.

Deuxièmement : réorienter les capitaux en Grèce pour y investir en faveur d'un autre mode de développement. Financer l'économie réelle devrait être parmi les rôles de l'UE. Pour aider les Grecs à reprendre le pouvoir sur le port du Pirée, par exemple, vendu pour moitié à l'armateur chinois Cosco. Ce dernier en a fait son cheval de Troie commercial, à destination de l'Europe notamment, et compte sur les futures privatisations pour se payer le port de Thessalonique et l'autre moitié du Pirée... L'UE laissera-t-elle faire ? Ou investira-t-elle dans une plate-forme d'échange d'un type nouveau, sociale et écologique, pour stimuler l'économie ? Dans un autre domaine, investira-t-elle dans les gaz de schiste ou aidera-t-elle le peuple grec à développer, maîtriser les filières solaires et éoliennes ?



SYRIZA (ΣΥΡΙΖΑ)

- Pdt : Alexis Tsipras), coalition de la gauche radicale, s'est imposée (27 % aux législatives de juin 2012) en une décennie comme une force incontournable de l'échiquier politique grec, malgré des contradictions internes, notamment sur l'euro. Elle talonne la droite de Nouvelle Démocratie (30 %) au pouvoir. Ses composantes, issues de formations de gauche et d'extrême gauche (communistes pro-européens, maoïstes, trotskystes, écologistes radicaux), ont fusionné récemment dans Syriza-EKM (Front social unitaire.) Cette étape visait à s'accorder sur un programme politique commun, à établir de nouveaux statuts, à afficher une image « plus homogène et plus cohérente ».



Le Parti communiste de Grèce (ΚΚΕ- Κομμουνιστικό Κομμα Ελλάδας), fondé en 1918, frappé d'illégalité jusqu'en 1974, était, jusqu'en 2009, la 3^e force politique du pays. Lors des législatives de 2012 (8 % en mai / 4,5 % en juin), le KKE a proposé comme programme « le désengagement de l'UE, l'annulation unilatérale de la dette, la socialisation des moyens de production, les coopératives populaires de production, la planification nationale pour l'utilisation du potentiel de développement du pays, avec le contrôle ouvrier et populaire de bas en haut ».

La Grèce dépasse l'Europe. Philippe Herzog², avec une conscience aigüe des problèmes systémiques, tente de réformer une Union à la ramasse, comme hier il essayait de faire bouger le PCF. Concernant les banques, et bien qu'il contourne l'idée de leur socialisation,

² Fondateur de *Confrontations Europe*, Philippe Herzog, ancien député communiste européen, est aujourd'hui conseiller spécial du Commissaire européen Michel Barnier (droite). Vient de publier : *Europe, réveille-toi !*



Manifestation à Athènes

il propose de leur serrer les boulons : constitution de fonds propres solides, mécanismes de renvoi partiels de la facture vers les actionnaires et créanciers obligataires en cas de pépin, constitution d'une cagnotte d'ici 2026. Malgré leurs limites – celles de la régulation – et leur horizon, ces pistes mériteraient un débat citoyen. Il n'a pas lieu.

L'Europe a aussi besoin de ruptures. Et la Grèce antique, qui en a connu une entre le régime mycénien du 2^e millénaire et le monde des cités, devrait inspirer les chercheurs d'alternative. D'un côté un régime de palais, avec un roi divin, contrôlant la sphère économique et ordonnant la vie sociale. De l'autre des cités s'organisant déjà selon un univers mental totalement neuf, où l'État et le citoyen tiennent une place prééminente, où les tensions sont résolues par le débat public. Dans *Les*

Origines de la pensée grecque, Jean-Pierre Vernant, intellectuel insoumis, communiste critique, soulignait combien les inventions de l'humanité grecque devaient à la souveraineté du peuple.

Les élections législatives de mai et juin 2012 en Grèce ont fait progresser la résistance active à l'austérité. Les socialistes grecs ont été balayés (13,2 %). La droite du Premier ministre, Antónis Samaras, essaiera d'élargir sa majorité serrée avec une stratégie qui ne se limitera pas au désendettement. En face, des forces, coalisées dans la gauche radicale de Syriza, ou celle du Parti communiste de Grèce, travaillent à la crédibilité de l'alternative. Rien n'est gagné. Dans un sens ou dans l'autre.

● Philippe Stierlin



Grèce – élections européennes – 2009

Taux d'abstention : 50 %

Non-inscrits & extrême-droite	PPE Parti populaire européen (droite)	S & D Socialistes et Démocrates	Verts ALE	GUE/NGL Gauche unitaire européenne Gauche verte nordique
Alerte populaire orthodoxe (L.A.O.S.) 7,15 %	Nouvelle Démocratie (ND) 32,3 %	Parti socialiste grec (PASOK) 36,6 %	Verts écologistes 3,5 %	KKE (Parti communiste de Grèce) 8,35 % Syriza (Coalition Gauche Radicale) 4,7 %

Image de la semaine



Avec l'autorisation d'Ulys (<http://www.ulustrations.com/>)



● **Qu'est-ce que le travail ?** Le 6^e cahier d'Altercommunisme est sorti. Il contient les textes des interventions des participants au séminaire Communisme, le 12 octobre à Paris. Ce numéro est disponible, ainsi que les cahiers précédents, sur les sites www.comunistesunitaires.net, rubrique "Communisme" et www.cerisesenligne.fr, rubrique "Altercommunisme".



● **Regards, dans tous ses états :** Articles en ligne au gré des temps forts de l'actualité, sur le site regards.fr, version électronique mensuelle par abonnement – celle de janvier vient de sortir – et revue trimestrielle dont le premier numéro de 2014 vient de paraître également avec, entre autres thèmes : les attaques contre ceux qui se

battent « contre le secret et l'espionnage de nos vies », le FN, les "émergents" ; un important dossier sur les causes d'« une guerre qui ruina le XX^e siècle », celle de 14-18 ; un double entretien de Pierre Laurent et Noël Mamère "face à la crise des partis" ; un "retour sur l'URSS" et sa mort, etc. En kiosque (9 €) et par abonnement sur le site.

● **Pas une larme pour le bulldozer !** Le Président de la République a cru bon de contribuer au "blanchiment" d'Ariel Sharon en saluant ainsi l'ancien premier ministre israélien décédé : « A. Sharon a choisi le dialogue avec les Palestiniens. » Dominique Vidal, Raoul Marc Jennar, *L'Humanité*, entre autres, rappellent au contraire ce que fut réellement "le bulldozer", qui a couvert les massacres de Sabra et Chatila, et a été l'initiateur du "mur de séparation". Voir www.comunistesunitaires.net, rubrique "Monde".

Cerises
 publication de l'Association des communistes unitaires
 - Noyau -
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
 Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

MEDIAPART